

Unité départementale d'Ille-et-Vilaine
L'Armorique
10, rue Maurice Fabre
CS 96515
35065 Rennes

Rennes, le 08 décembre 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CARRIERE ILLICITE

CARRIERE ILLICITE
35470 Bain-De-Bretagne

Références : UD35/2025-465
Code AIOT : 0005517009

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/11/2025 dans l'établissement CARRIERE ILLICITE implanté Lieu-dit La Ménottière 35470 Bain-de-Bretagne.

Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERE ILLICITE
- Lieu-dit La Ménottière 35470 Bain-de-Bretagne
- Code AIOT : 0005517009
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Extraction et dépôt de matériaux sans les autorisations nécessaires.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Autre
- Déchets
- ISDI

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Suite mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 07/08/2024, article 1
2	Suite mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 07/08/2024, article 2

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le terrain a été remis en état par le comblement de la fosse, sans apport de matériaux extérieurs, conformément à l'arrêté de mise en demeure du 7 août 2024.

L'inspection propose la levée de cette mise en demeure.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suite mise en demeure

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 07/08/2024, article 1
Thème(s) : Illégaux, Remise en état
Prescription contrôlée : <p>Conformément à l'article L. 171-7 du code de l'environnement, M. Yvan HASLET et Mme Sylvie FRASLIN, domiciliés au 5 Launay à Bain-de-Bretagne, sont mis en demeure de régulariser la situation administrative de l'installation d'extraction de matériaux et de stockage de déchets inertes qu'ils exploitent sans l'enregistrement préfectoral requis sur la parcelle Z125 sur la commune de Bain-de-Bretagne en procédant à la cessation des activités par la remise en état de la parcelle afin de lui rendre sa vocation agricole avant l'expiration du délai qui court jusqu'au 1er octobre 2024.</p> <p>A titre de mesures conservatoires, M. Yvan HASLET et Mme Sylvie FRASLIN sont tenus de respecter les dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">• la remise en état comprend notamment les opérations suivantes : comblement de la fosse par les matériaux inertes stockés sur place, apport de matériaux inertes extérieurs si nécessaire, évacuation des matériaux et déchets stockés si nécessaire pour nivellement du terrain de façon à retrouver la topographie d'origine et mise en place d'une couche de terre végétale et ensemencement.• dans le cas où des déchets non inertes seraient découverts lors des travaux, ceux-ci seront récupérés et éliminés conformément à la réglementation.• M. Yvan HASLET et Mme Sylvie FRASLIN établissent et tiennent à la disposition de l'Inspection des installations classées les justificatifs de bonne réalisation de ces opérations.
Constats : <p>Sur place, il est constaté que la fosse a été comblée et qu'une couche de terre végétale a été mise en place et ensemencée. La parcelle est bien à vocation agricole.</p> <p>Le copropriétaire présent lors de l'inspection indique que les matériaux utilisés pour le comblement de la fosse sont uniquement les matériaux qui étaient présents sur le terrain. Aucun apport extérieur n'a été réalisé.</p> <p>La société GOULAIS a été en charge de l'opération de nivellement. Seuls des troncs d'arbres ont été triés et évacués. Le copropriétaire n'a toutefois pas pu présenter de justificatifs de ces opérations.</p> <p>Il indique qu'ils ont été transmis à l'inspection par courrier, mais aucune trace de cet envoi n'a été trouvée par l'inspection.</p> <p>Contactée par téléphone le 4 décembre 2025, la société EURL GOULAIS confirme les opérations menées, sans apport de matériaux extérieurs.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Suite mise en demeure

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 07/08/2024, article 2
Thème(s) : Illégaux, Suspension de l'activité
Prescription contrôlée : Conformément à l'article L. 171-7 du code de l'environnement, l'exploitation de l'installation d'extraction de matériaux et de stockage de déchets inertes susvisée est suspendue à compter de la notification du présent arrêté. Ainsi, toute nouvelle extraction de matériaux et tout nouvel apport de déchets ou de matériaux autres que ceux nécessaires au remblaiement sur la parcelle considérée sont interdits.
Constats : Les propriétaires des terrains n'ont plus extrait de matériaux et ont procédé à la remise en état du site. La parcelle a retrouvé sa vocation agricole.
Type de suites proposées : Sans suite



Photo prise lors de l'inspection du 27 novembre 2025